

Accord professionnel national

**CLASSIFICATIONS D'EMPLOIS
ET DÉTERMINATION DES SALAIRES MINIMA
DANS LES INDUSTRIES DU BOIS POUR LA CONSTRUCTION
ET LA FABRICATION DE MENUISERIES INDUSTRIELLES
(28 juin 2002)**

(Bulletin officiel n° 2002-29)

(Etendu par arrêté du 10 juillet 2003,
Journal officiel du 22 juillet 2003)

■ *Journal officiel* du 1^{er} août 2006

Arrêté du 18 juillet 2006 portant extension d'un avenant à un accord national professionnel conclu dans les industries des menuiseries, des charpentes et constructions industrialisées et des portes planes

NOR : SOCT0611583A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 10 juillet 2003 portant extension de l'accord national professionnel du 28 juin 2002, relatif aux classifications d'emplois et à la détermination des salaires minima dans les industries du bois pour le bâtiment et la fabrication de menuiseries industrielles ;

Vu l'avenant n° 3 du 17 février 2006, relatif aux rémunérations annuelles garanties et à la prime d'ancienneté (barème annexé), à l'accord national susvisé ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 23 avril 2006 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de l'accord national professionnel du 28 juin 2002, les dispositions de l'avenant n° 3 du 17 février 2006, relatif à la rémunération annuelle garantie et à la prime d'ancienneté, à l'accord national susvisé.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 juillet 2006.

Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de la négociation collective,
E. FRICHET-THIRION

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/12, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.